

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 31 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 mai 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIEBHERR-MINING EQUIPMENT SAS

2 avenue Joseph Rey
68005 Colmar

Références : 0006705447_2024-05-30_LIEBHERR_mining_VIIC-Entrepot
Code AIOT : 0006705447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement LIEBHERR-MINING EQUIPMENT SAS implanté 49 RUE FREDERIC HARTMANN - 68000 COLMAR. L'inspection a été annoncée le 26/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 "Risque incendie dans les entrepôts". En effet, l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Seul Haut et son voisin, un entrepôt, a fait fortement évoluer la réglementation relative à la prévention et à la gestion du risque incendie. Ainsi, de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites dans l'arrêté ministériel sectoriel relatif aux entrepôts et sont désormais applicables.

La présente action fait suite à une première opération menée en 2023, lors de laquelle une trentaine d'entrepôts contrôlés ont tous fait l'objet de suites administratives.

L'inspection vise à s'assurer que les exploitants sont prêts pour la gestion d'un éventuel incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIEBHERR-MINING EQUIPMENT SAS
- 49 RUE FREDERIC HARTMANN 68000 COLMAR
- Code AIOT : 0006705447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Liebherr Mining à Colmar, France conçoit et produit des équipements de grande envergure pour l'industrie minière, tels que des pelles hydrauliques. En matière d'ICPE, l'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 21 février 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 "Risque incendie dans les entrepôts"
- Installations contrôlées : les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiels utilisés :
 - Arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - point 1.4.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	État des matières stockées simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - point 1.4.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - point 23	Sans objet
4	Entretien site et abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II - point 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence les non-conformités aux prescriptions contrôlées suivantes:

point de contrôle n° 1 :

- l'absence de prise en compte dans l'état des matières stockées de la présence de batteries et de produits présentant des mentions de danger dans les entrepôts de stockage ;
- l'absence de mise à jour quotidienne des stocks de matières dangereuses et de mise à jour hebdomadaire pour les autres matières stockées ;
- l'absence d'un plan, hébergé dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées et permettant de localiser les différences zones de stockage.

point de contrôle n° 2 :

- l'absence d'un état synthétique des matières stockées afin de répondre aux besoins d'information de la population.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - point 1.4.I
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ;</p>

en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. [...] »

Constats :

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection, son état des matières stockées.

Aux dires de l'exploitant, ce document est hébergé sur un serveur interne à l'installation mais une copie est automatiquement réalisée chaque nuit sur un serveur appartenant la société LIEBHERR France. Cette copie est accessible par tout temps, y compris en cas de perte d'utilité, par une connexion à un réseau privé virtuel (VPN).

Concernant la mise à jour de ce document, la version présentée de l'état des matières stockées dataient d'il y a moins d'une semaine (24 mai 2024). L'exploitant a cependant signalé à l'Inspection qu'au regard du faible mouvement de ses stocks, la mise à jour de cet état des matières stockées n'était pas réalisée hebdomadairement mais au gré des principales rotations dans le stock.

Cet état des matières stockées se présente sous forme de tableur est discriminé par hall, cellule et zone de stockage à l'intérieur de la cellule. Il indique la masse totale de produits combustibles présents dans le hall et pour chaque zone de stockage, indique le type de produits stockés et le volume présent. Au regard de l'Inspection, ces informations permettent d'identifier les principaux risques présents en cas d'incendie.

Suite aux interrogations de l'Inspection, l'exploitant a signalé la présence de stockages de batteries et de produits présentant des mentions de danger. Ces présences ont été confirmées au cours de la visite sur site. Après analyse, il est constaté que ces produits ne sont pas signalés dans l'état des matières stockées.

Enfin, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'était pas en possession d'un plan, hébergé dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées et permettant de localiser les différences zones de stockage mentionnées dans celui-ci.

Au regard de ces constats, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées simplifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II - point 1.4.I
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée : « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ;</p> <p>un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...] »</p>
<p>Constats : Au cours de la réunion en salle, l'exploitant a informé l'Inspection ne pas être en possession d'un document synthétique et vulgarisé de son état des matières stockées afin de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II - point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée : « [...] Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...]</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe

<p>; [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; <p>[...]</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection son Plan de Défense Incendie (PDI) dans sa version 1.</p> <p>À l'occasion du contrôle en salle, l'Inspection et l'exploitant ont passé en revue ce document au regard de la prescription contrôlée.</p> <p>Cette analyse n'apporte pas de remarques de la part de l'Inspection.</p> <p>Suite à l'Inspection, l'exploitant a transmis par courriels des 6 et 11 juin 2024, les justificatifs de transmission du PDI aux services incendie et de secours ainsi que l'accusé de réception correspondant.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien site et abords

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II - point 1.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Entretien site et abords</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie [...] »</p>
<p>Constats :</p>

Au cours de la visite, l'Inspection a constaté par échantillonnage et de façon visuelle, le très bon état de propreté et d'entretien des halls 1, 2 et 3.

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection, une copie de son contrat d'entretien des espaces extérieurs passé avec une entreprise d'insertion.

Ce contrat annuel fait état de 10 à 15 tontes des espaces enherbés, de 2 opérations de taille des haies ou encore de 3 ou 4 interventions d'entretien des autres espaces (espaces gravillonnés, espace test des pelles, bassins d'orage...).

Lors de la visite en extérieur, l'Inspection a parcouru les abords des façades est des 3 halls ainsi que les zones entre les halls 1 et 2 ainsi que 2 et 3.

Sur l'ensemble des espaces visités, il a été constaté le très bon entretien et la propreté :

- des voiries et de leurs abords ;
- des espaces végétalisés ;
- des zones de stockage situées entre les entrepôts ;
- des abords de la réserve d'eau située au nord-ouest du hall 3.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite